

LA FABRIQUE DU MENSONGE PLONGÉE VERTIGINEUSE DANS LA PROPAGANDE RUSSE

Elle est devenue une arme de destruction massive dans la guerre hybride que Vladimir Poutine mène sur tous les fronts.

Par Philippe Fiévet

Paris Match. Depuis le début de la guerre en Ukraine, vous avez pris vigoureusement position et avez mis en place le Comité Denis Diderot. Quel but poursuit-il ?

André Lange. Ce comité est un réseau informel d'experts et de professionnels des médias plus qu'une organisation en soi. Comme beaucoup d'entre nous, j'ai été choqué par l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Dès le 24 février au soir, j'ai participé à une manifestation de soutien à l'Ukraine, place de la République. Je suis allé ensuite à plusieurs manifestations, je prenais des photos, j'étais bouleversé par les visages tragiques, très dignes, des manifestants et manifestantes ukrainiens. Je ne connaissais personne et me sentais impuissant. Puis, le 21 mars, sur Twitter, je suis tombé sur un article de Jim Phillipoff dans le Kyiv Post. Je ne connaissais pas Jim, mais son propos m'a paru très exact et pertinent. Il expliquait que le talon d'Achille de la propagande télévisuelle de Poutine, en Russie même, était sa dépendance à la société française de satellites Eutelsat. Pour atteindre le marché russe, Eutelsat gère un satellite, l'Eutelsat 36B, et loue des capacités sur trois satellites de son partenaire russe, la société d'État RSCC. La position orbitale 36°E permet d'atteindre 50 % des foyers russes, tandis que les satellites Ekspress AT1 et AT2 du partenaire RSCC permettent d'atteindre la Sibérie et la partie extrême-orientale du pays. Les capacités de ces satellites sont mises à disposition de deux plates-formes de télévision à péage, Trikolor et NTV plus, qui comptent environ 15 millions de foyers abonnés et pour lesquelles Eutelsat diffuse quelques 330 chaînes. Parmi celles-ci, on trouve, comme dans les plates-formes que nous connaissons en Europe occidentale, beaucoup de chaînes de divertissement, de films et de fiction, des chaînes pour enfants, d'autres de sport, de pornographie, etc. Il y a plus de chaînes consacrées aux sciences que dans les plates-formes, mais quatre sont aussi consacrées à l'armée, aux armes et à la guerre.

Enfin, ce paysage audiovisuel ressemble au nôtre, mais seulement en apparence, dites-vous ?

Comme partout ailleurs, la télévision numérique a conduit à une grande diversité de l'offre thématique et à une fragmentation de l'audience. Mais cette offre abondante ne doit pas faire illusion, elle est très concentrée autour de trois grands groupes dont les dirigeants sont proches du pouvoir : VGTRK, le grand diffuseur d'État, le National Media Group, présidé par Alina Kabaeva, réputée être la maîtresse de Poutine, et le Gazprom Media Holding, filiale du grand groupe énergétique. Depuis son arrivée au pouvoir, Poutine a placé des proches à la tête de ces groupes, des chaînes, des rédactions. Dès 2001, il était arrivé à écarter le dirigeant de NTV, chaîne privée qui avait émergé dans les années 1990, et à faire

passer celle-ci sous le contrôle de Gazprom Media Holding. Or, depuis 1996, NTV était le pionnier de la télévision à péage, s'appuyant sur l'infrastructure satellitaire d'Eutelsat.

La guerre en Ukraine a-t-elle remis en question cette collaboration pour le moins embarrassante entre la France et la Russie ?

Oui, mais sans l'interrompre. Eutelsat a rapidement été placée par l'Université de Yale sur la liste noire des entreprises qui continuaient le «business as usual». Les dirigeants d'Eutelsat semblaient fermer les yeux sur les contenus diffusés par les chaînes russes. Depuis février, ils n'arrêtent pas de citer une charte éthique, adoptée en 2014, qui impose le principe de neutralité par rapport aux contenus. Ce que nous disons, c'est que, dans un contexte de guerre, cette neutralité est très formelle. Les accords industriels sont structurants et la dépendance finalement très forte. Ces dernières années, Eutelsat a été accusée d'écarter les chaînes dérangeantes pour la Russie, qu'il s'agisse de projets géorgiens ou ukrainiens. Et la soi-disant neutralité n'a pas empêché Eutelsat, en 2016, d'être condamnée par un tribunal français pour avoir écarté trop rapidement deux chaînes kurdes, accusées à tort

NOTRE GRAND TÉMOIN

André Lange est belge mais vit en France depuis 1989. Il est chercheur en sciences de l'information et de la communication, expert sur les questions audiovisuelles européennes, ancien responsable de département à l'Observatoire européen de l'audiovisuel (Conseil de l'Europe) et collaborateur scientifique du département médias, culture et communication de l'ULiège. Il a créé en mars dernier avec un expert américain, Jim Phillipoff, le Comité Denis Diderot, afin de lancer l'alerte sur un aspect peu connu de la propagande de guerre de la Russie : son recours aux capacités des satellites français Eutelsat. Le Comité vient d'enregistrer deux victoires institutionnelles importantes.





La série documentaire « La Fabrique du mensonge » (notamment diffusée sur La 5) a consacré l'un de ses épisodes à la propagande russe. Aujourd'hui, celle-ci prend des proportions considérables.

d'être liées au terrorisme dénoncé par Erdogan. Les deux-plates formes russes, dès 2014, se sont implantées en Crimée et Eutelsat prétend n'en avoir rien su. En mars dernier, après l'invasion de l'Ukraine, elles ont écarté de leur offre huit chaînes internationales d'information, dont CNN, la BBC, France 24, TV5 Monde, Euronews et Deutsche Welle.

Vous avez alors décidé d'intervenir ?

Cette complicité, cette collaboration même avec le régime de Poutine m'a révolté. Non seulement je la trouvais immorale, mais aussi stratégiquement absurde. Je ne prétends pas être un spécialiste de la Russie mais pendant mes années à l'Observatoire européen de l'audiovisuel, j'ai acquis une certaine connaissance de son système audiovisuel. L'Observatoire, créé en 1992 dans le cadre du Conseil de l'Europe, est un héritage de l'axe Mitterrand-Kohl-Gorbatchev. La Fédération de Russie en était membre fondateur. C'est probablement la première organisation européenne dont la Fédération de Russie a pu devenir membre après le tournant de 1991. Nous avons régulièrement publié des rapports commandés à des experts russes sur les aspects juridiques et économiques du cinéma, de la télévision, de la vidéo à la demande. Nous organisons avec eux des séminaires annuels à Moscou et Saint-Petersbourg, et plusieurs d'entre eux sont devenus des amis. J'ai proposé à Jim de créer le Comité Denis Diderot. Nous avons rédigé un premier rapport et adressé une pétition aux principaux dirigeants des institutions européennes, ainsi qu'au président du conseil d'administration d'Eutelsat. J'ai réuni rapidement des signatures d'universitaires, d'experts et de professionnels des médias, et Jim a obtenu la signature de l'ensemble des membres du Conseil national de la radio et de la télévision d'Ukraine, ce qui donnait directement une légitimité à notre action. L'Union européenne, avec beaucoup de rapidité mais non sans contestations, venait d'édicter des sanctions contre les chaînes Russia Today.

Comment a été reçue votre initiative ?

Dans un premier temps, les institutions n'ont pas réagi ou, dans le cas de la Commission européenne, ont écarté notre proposition comme non pertinente. Mais nous avons trouvé beaucoup d'échos positifs dans la presse, à travers l'Europe, aux États-Unis, et bien entendu en Ukraine et chez

les opposants russes. Comme la directrice générale d'Eutelsat est danoise, la presse danoise s'est déchaînée pour mettre en évidence cette complaisance avec Poutine. En juillet, Reporters sans frontières, organisation spécialisée dans la défense des journalistes, nous a rejoint. J'ai passé l'été à écrire un nouveau rapport, beaucoup plus documenté.

Qu'avez-vous découvert sur les chaînes russes ?

Cela a été pour moi un choc. Jusque-là, je pensais que la propagande télévisuelle russe était somme toute quelque chose d'assez classique : l'affirmation répétée de la légitimité de la politique de Poutine, la mise à l'écart de toute forme d'opposition, la propagation de fausses informations et la négation des crimes de guerre. J'ai découvert quelque chose de beaucoup plus violent : de véritables appels à la haine, des appels à l'assassinat de Zelensky et des dirigeants européens à Kiev, de véritables appels à l'élimination de deux millions d'Ukrainiens, à la destruction des infrastructures civiles de l'Ukraine, la justification d'un éventuel recours à l'arme nucléaire, des images d'interviews forcées de prisonniers de guerre... Tout cela proposé par des journalistes, des députés, des enseignants universitaires dans une scénographie spectaculaire, clinquante.

Où en êtes-vous dans l'action ?

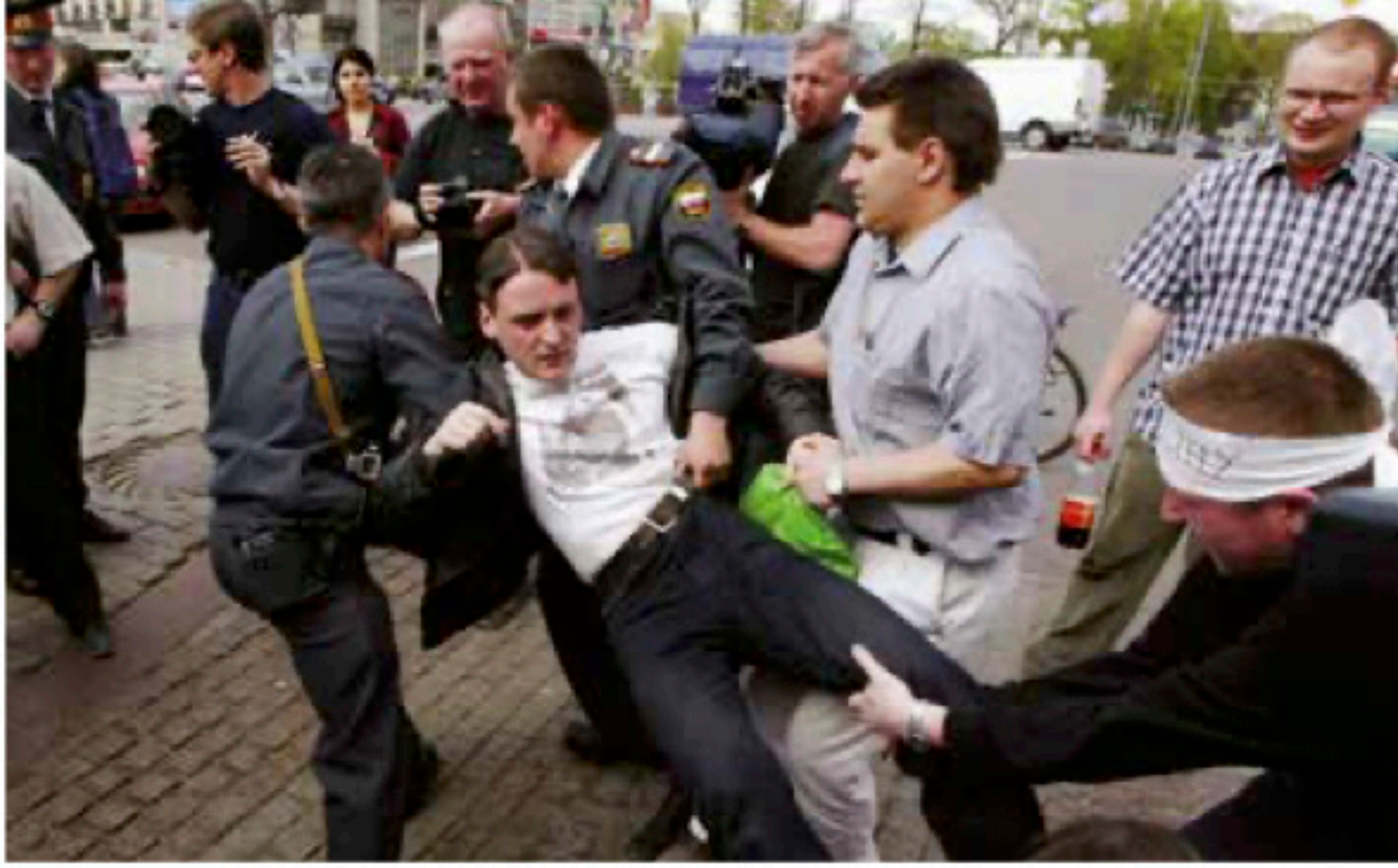
Pour faire court, l'Arcom (l'Autorité publique française de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, qui remplace depuis peu le CSA) a finalement mis en demeure Eutelsat de stopper la diffusion des trois principales chaînes dans un délai de sept jours. Eutelsat a promis de ne plus s'occuper de celles-ci.

Et la Commission européenne ?

En septembre, nous avons créé la Coordination Stop Bloodcasting, qui réunit treize organisations d'opposants russes, d'Ukrainiens et de soutien à l'Ukraine, des organisations de journalistes et le Centre pour les libertés civiles de Kiev, qui est un des trois Prix Nobel de la Paix 2022. Nous avons contacté la présidente du Parlement européen et les présidents des groupes politiques en leur demandant d'adresser une résolution à la Commission. Cette démarche a conduit à une dynamique beaucoup plus rapide, que nous n'espérions pas : la vice-présidente de la Commission européenne, Vera Jourová, qui est chargée de la politique des médias, a déclaré que la collaboration des opérateurs européens de satellites avec la propagande russe était honteuse et inacceptable et que quelque chose devait être fait. Résultat : l'Union [SUITE PAGE 8]



Vladimir Poutine et Alina Kabaeva en couverture de Paris Match le 5 mai dernier : elle est la présidente du National Media Group. « Depuis son arrivée au pouvoir, Poutine a placé des proches à la tête de groupes, de chaînes, de rédactions », explique André Lange.



Sous le choc des manifestations contre la réélection de Poutine, le Kremlin aurait décidé de contrôler les réseaux sociaux, notamment avec sa « ferme à trolls » basée à Saint-Pétersbourg : l'Internet Research Agency, chapeauté par le dirigeant du fameux groupe Wagner.

européenne vient d'adopter un neuvième paquet de sanctions. Il y en a contre les quatre principales chaînes russes, mais surtout contre deux des trois principaux groupes de médias que j'évoquais : la VGTRK, le National Media Group et ANO-Novosti, l'éditeur des chaînes Russia Today. Si les sanctions sont correctement appliquées, Eutelsat devrait mettre fin à la diffusion de pas moins de 65 chaînes russes. C'est énorme !

Les téléspectateurs russes seront donc privés de propagande grâce à vous ?

Pas vraiment. Il faut bien voir que cela ne signifie pas la mort de ces chaînes, car il est probable qu'Eutelsat va rétrocéder à RSCC la gestion des capacités qu'elle louait sur ses satellites. Il est inconcevable que RSCC en arrête la diffusion. Mais, au moins, ces chaînes ne devraient plus avoir de place sur le 36B. La société française ne sera plus complice des crimes d'incitation au génocide – nous espérons qu'un tribunal international les jugera comme ont été jugés les crimes de Radio Mille Collines durant le génocide au Rwanda – et ces capacités pourront être récupérées pour diffuser des chaînes occidentales, des chaînes russophones qui existent déjà en Europe centrale et en Ukraine et des chaînes de l'opposition russe en exil. Évidemment, cela ne va pas se faire en un jour. Il y a des tas de problèmes techniques, financiers, organisationnels à résoudre. Mais, au moins, notre action ouvre-t-elle des perspectives.

Les pays européens ont subi passivement durant des années un véritable travail de sape de la part du régime russe actuel. Comment expliquer ce manque de réactivité quand on songe que la chaîne télévisée Russia Today a seulement été interdite de diffusion dans l'Union européenne depuis cette année ?

Interdire un média au seul motif qu'il fait de la désinformation est une opération très discutable. Même après l'agression, des défenseurs de la liberté d'expression, la Fédération européenne des journalistes, peu suspecte de poutinisme, ont dénoncé la décision de l'Union européenne, dans son principe et ses modalités. Je suis assez d'accord avec leur thèse selon laquelle on ne lutte pas contre la désinformation par la censure. L'action que nous avons menée contre les chaînes russes n'est pas principalement menée au nom de la lutte contre la désinformation, mais contre des pro-

pos attentatoires à la dignité humaine. Détail piquant : la grande patronne de Russia Today, Margarita Simonyan, n'hésite pas à dire qu'elle est pour la censure et le système centralisé d'information à la chinoise, et que la liberté d'expression en Russie a conduit à deux débâcles, la Révolution d'octobre et la crise des années 1990. Elle a même prétendu que ce sont les Occidentaux qui ont imposé l'inscription de la liberté d'expression dans la Constitution russe. Ceux qui soutiennent Russia Today, consciemment ou inconsciemment, participent de ce projet totalitaire.

« Pendant que les bombardements russes transforment les villes ukrainiennes en champs de ruines, le Kremlin mène une autre guerre qui utilise une arme de destruction massive : les fausses informations. Les attaques découlent d'une stratégie théorisée depuis une décennie et directement menée par l'état-major russe aux ordres de Vladimir Poutine. Le nouvel arsenal est multiple et protéiforme : les réseaux sociaux, les médias d'État, les influenceurs, les trolls et les bots. Cette offensive lente et discrète se répand partout dans le monde. Le Kremlin a ainsi réussi à faire vaciller les démocraties occidentales et à influencer les opinions politiques. » Tel est le leitmotiv de la série documentaire « La Fabrique du mensonge ». Comment décrivez-vous la propagande russe ?

La Russie n'a pas le monopole de la désinformation. Souvenez-vous des dirigeants américains et de Tony Blair nous informant des supposées armes de destruction massive stockées en Irak. La spécificité du pouvoir russe est d'en avoir systématisé l'usage. Le service EU vs Disinfo de la Commission européenne gère une base de données où ont été recensés 14 000 cas de désinformation. Comment y répondre ? Il y a bien entendu toutes les réponses classiques : l'éducation aux médias et à la rhétorique, les services de « fact checking », mais ça ne marche pas si bien que ça. Il faut chercher plus loin, essayer de comprendre pourquoi de larges parties de la population adhèrent aux fake news, aux théories complotistes, pourquoi il y a un discrédit aussi généralisé des instances de référence.

Dans le catalogue des mensonges russes les plus éhontés, quels ont été ceux qui ont été les plus importants, les plus décisifs ? En d'autres termes, ceux qui ont prêté le plus à conséquence ?

Il me semble que la thématique la plus pernicieuse de la propagande russe, à l'égard de sa propre population, est que l'Occident veut détruire la Russie. Les pays occidentaux cherchent à contenir la Russie dans ses agressions impérialistes et probablement, de plus en plus, mettre fin à un régime autocratique et fauteur de guerre, mais je ne pense pas que les états-majors occidentaux veuillent « détruire la Russie ».

Certains observateurs considèrent que tout a commencé à la suite des manifestations de 2011 contre la réélection de Poutine. C'est alors que le Kremlin, sous le choc, aurait décidé de contrôler les réseaux sociaux, notamment avec sa « ferme à trolls » basée à Saint-Pétersbourg,

« Le service EU vs Disinfo de la Commission européenne gère une base de données où ont été recensés 14 000 cas de désinformation du pouvoir russe »

« Comme chez les nazis, on retrouve la pratique systématique du mensonge, la négation des massacres, la distorsion des discours sur l'Histoire, la désignation de boucs émissaires »

l'Internet Research Agency, chapeauté par le dirigeant du fameux groupe Wagner. Souscrivez-vous à cette analyse ?

Je pense que la théorisation est plus ancienne. Les écrits sur l'«Information Warfare» de quelqu'un comme le professeur Igor Panarin, un ancien officier du KGB devenu doyen de la faculté de formation des futurs diplomates du ministère des Affaires étrangères, remontent à la fin des années 1990. Mais c'est vrai que les années 2011-2012 ont marqué une inflexion importante. 2011 a été l'année du Printemps arabe, qu'on a beaucoup attribué à l'essor des réseaux sociaux. En février 2012, j'ai été invité à intervenir dans un grand colloque organisé par une association russe sur le thème «Médias, le quatrième pouvoir», qui se tenait au palais des congrès de Strasbourg. Le colloque, parrainé par le Conseil de l'Europe et l'Unesco, réunissait quasi exclusivement des universitaires – dont cet Igor Panarin – et des journalistes russes. J'étais l'un des rares Occidentaux dans la salle. J'ai été sidéré par la tonalité dominante anti-européenne, les discours sur la pureté du patrimoine génétique russe, soi-disant démontré scientifiquement, et les attaques contre les droits de l'homme et les Lumières.

Ces discours anti-Occident étaient-ils le prélude au thème de la guerre des civilisations contre l'Occident satanique, développé aujourd'hui par le Kremlin ?

Il n'était pas encore question de satanisme, comme on l'entend effectivement de plus en plus dans les émissions russes, mais l'agressivité était déjà là. Cette accusation de satanisme, proprement médiévale, me ferait rire si elle ne visait avant tout la communauté LGBT et la pensée libre. Je note que les plates-formes russes ont supprimé les chaînes d'information occidentales, mais qu'elles ont conservé les chaînes porno françaises ou hollandaises.

Peut-on relier la propagande russe à la terrible propagande nazie orchestrée par Goebbels lors de la Seconde Guerre mondiale, les réseaux sociaux en moins ?

C'est possible. Comme chez les nazis, on retrouve la pratique systématique du mensonge, la négation des massacres, la distorsion des discours sur l'Histoire, la désignation de boucs émissaires, des expressions de millénarisme dans la définition du destin de la Russie héroïque, le mépris du droit international et des droits de l'homme. Mais il ne faut pas oublier la solide tradition de propagande soviétique dont Poutine et son entourage sont les héritiers. La manière dont les chaînes de Russia Today mettent systématiquement en valeur la moindre manifestation me rappelle la préconisation de Lénine dans son «Que faire?» (1902). Il recommandait «d'utiliser toutes les manifestations de mécontentement et d'élaborer jusqu'aux moindres éléments d'une protestation, fusse-t-elle embryonnaire».



« Les réseaux sociaux présentent des risques pour la démocratie, en raison des biais induits par les algorithmes, les effets de chambre d'écho et de segmentation des publics, les campagnes orchestrées, etc. », précise notre expert.

« J'étais l'un des rares Occidentaux dans la salle. J'ai été sidéré par la tonalité dominante anti-européenne et les discours sur la pureté du patrimoine génétique russe, soi-disant démontré scientifiquement »

En ce qui concerne la propagande interne, on peut observer qu'elle mélange les éléments de nostalgie et de rhétorique de l'époque soviétique avec des éléments qui la rapproche du nazisme : Soloviev, le propagandiste numéro un sur Rossiya 1, bien que juif lui-même, a déclaré que Zelensky était un « faux juif ».

Plus récemment, Maria Zaharova, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a déclaré que Zelensky « fait semblant d'être ukrainien » et « fait semblant de visiter une église », mais en réalité « n'appartient pas à la nation ukrainienne ». Sous-entendu, il est juif. Curieusement, avec cette affirmation, elle reconnaissait

l'existence d'une nation ukrainienne que de nombreux « experts » russes passent leur temps à nier dans les talk-shows, au cours de déclarations qui relèvent souvent de l'incitation au génocide. Cette manière de dire tout et le contraire de tout, de mélanger les fragments d'idéologies les plus opposées est bien une pratique du travail sur la langue caractéristique de l'extrême droite, comme l'avait analysé Jean-Pierre Faye dans ses « Langages totalitaires ». Notons que ces dernières semaines, certains commentateurs russes font, paradoxalement, l'éloge des techniques de marketing américain, dont ils prônent l'usage pour promouvoir le soutien de la population à l'armée. Cela donne des résultats assez minables :

un clip récent circule où l'on voit un père, ancien combattant, se réengager pour pouvoir offrir un smartphone à sa fille. Dans un autre, tout neuf, un petit-fils s'engage à l'armée pour que son grand-père n'ait pas à vendre sa Lada afin de survivre.

En tant que chercheur en sciences de l'information et de la communication et expert des questions audiovisuelles européennes, que pensez-vous de la puissance des réseaux sociaux entre des mains pas toujours bien intentionnées ? Les vainqueurs de demain ne seront-ils plus des généraux, mais des experts en informatique et en communication ?

Les études sur les réseaux sociaux sont en plein développement, avec de nombreuses révisions de concepts anciens des sciences de la communication. Les nouvelles méthodes d'analyse des données demandent elles-mêmes un recours à des outils technologiques très sophistiqués. On en est déjà aux méta-études qui cherchent à faire la synthèse des centaines d'articles scientifiques publiés. Celles-ci finissent généralement par conclure que oui, les réseaux sociaux présentent des risques pour la démocratie, en raison des biais induits par les algorithmes, les effets de chambre d'écho et de segmentation des publics, les campagnes orchestrées, etc. Il est clair que les forces ultraconservatrices les utilisent pour contourner les mécanismes de filtrage propre aux médias traditionnels. Cela leur donne une visibilité accrue, mais il n'est pas sûr que l'audience soit équivalente à l'offre. J'ai réalisé l'an dernier une étude sur les vidéos francophones accessibles sur les principales plates-formes consacrées à la période de transition post-électorale américaine, entre la journée des élections et l'intronisation de Biden. J'en suis arrivé à la conclusion que les vidéos pro-Trump représentaient 27,4 % de l'offre, mais seulement 18,4 % des visionnements. À l'inverse, les vidéos « d'approches distancées », essentiellement publiées par les médias traditionnels, représentaient 61,5 % de l'offre et 71,9 % de la consommation. C'était plutôt rassurant. Ceci dit, je passe beaucoup de temps sur les réseaux sociaux et, dans une action comme celle du Comité Diderot, ils se sont révélés vraiment utiles pour trouver des alliés. Curieusement, les trolls nous ont laissé plutôt tranquilles. — Philippe Fiévet

Comité Denis Diderot : denisdiderot.net
Histoire de la télévision : histv.net